

**DES FEMMES QUI CONSTRUISENT LA  
PAIX : LE TRAVAIL MENÉ AU SOUDAN PAR  
L'ORGANISATION « SUDANESE WOMEN  
EMPOWERMENT FOR PEACE » (SUWEP)**

PAR ZAYNAB ELSAWI

LES MOUVEMENTS DE FEMMES, CONCEPTS  
ET PRATIQUES 2ÈME ÉDITION  
ÉDITÉ PAR SRILATHA BATLIWALA  
CHERCHEUSE ASSOCIÉE, AWID




Renforcement  
des Mouvements  
et Organisations  
Féministes

L'Association pour les droits de la femme et le développement (AWID) est une organisation associative internationale et féministe qui lutte pour l'égalité entre les hommes et les femmes, le développement durable et les droits de la femme. La mission que s'est fixée l'AWID est de renforcer la voix, l'impact et l'influence des défenseurs, des organisations et des mouvements des droits de la femme à l'échelle internationale pour faire progresser efficacement les droits des femmes.

Auteure : Zaynab ElSawi  
Rédactrice : Srilatha Batliwala  
Révision : Kate Miller  
Traducteur : Leonore Fritis Lavin  
Graphisme : Storm. Diseño + Comunicación

© 2011 Association pour les droits de la femme et le développement (AWID)

 Cette publication peut être redistribuée à des fins non commerciales dans tout média sous forme inchangée et intégrale avec mention de l'AWID et de l'auteure. Publié par l'Association pour les droits de la femme et le développement (AWID) à Toronto, à Mexico City et au Cap.

Cette publication est disponible en ligne sur [www.awid.org](http://www.awid.org)  
Cette publication est disponible en ligne en anglais, en français, et en espagnol.

Pour plus d'informations :  
AWID  
215 Spadina Ave, Suite 150  
Toronto, Ontario  
M5T 2C7  
Canada  
[contact@awid.org](mailto:contact@awid.org)

Cette publication a été initialement publiée en anglais © AWID July 2011, Toronto, Canada.

L'AWID remercie de leur soutien généreux de Cordaid, Hivos, la Fondation Levi Strauss, le fonds OMD3 Fund (Ministère néerlandais des Affaires étrangères), Oxfam Novib, l'Agence suédoise de développement international (Sida), l'Agence suisse de coopération et de développement (SDC), et un contributeur anonyme.

Cette étude de cas a été produite par l'initiative stratégique « Renforcements des Mouvements et Organisations Féministes » de l'AWID.

Ces publications peuvent être trouvées sur le site de l'AWID : [www.awid.org](http://www.awid.org)

Publications disponibles à partir de cette initiative :

### Changer leur monde 1ère édition

Contient des études de cas :

- Envers et contre tout : la construction d'un mouvement féministe en République islamique d'Iran  
*Par Homa Hoodfar*
- Le mouvement des femmes intouchables en Inde : Dalit Mahila Samiti  
*Par Jahnavi Andharia et le collectif ANANDI*
- La coordination des employées de maisons aux États-Unis  
*Par Andrea Cristina Mercado et Ai-jen Poo*
- Des difficultés multiples : la campagne « Une sur neuf », Afrique du Sud  
*Par Jane Bennett*
- Quand les mères font bouger les choses : le réseau des centres maternels de la République tchèque  
*Par Suranjana Gupta*
- La démobilisation des mouvements de femmes : le cas de la Palestine  
*Par Islah Jad*
- Le mouvement piquetera/o en Argentine  
*Par Andrea D'Atri et Celeste Escati*
- GROOTS Kenya  
*Par Awino Okech*
- Le mouvement européen des femmes roms : réseau international de femmes roms  
*Par Rita Izsak*

### Changer leur monde 2ème édition

Contient des nouvelles études de cas :

- La naissance d'un mouvement : les femmes handicapées et leur lutte pour s'organiser  
*Par Janet Price*
- GALANG : un mouvement en construction pour les droits des LBT en situation de pauvreté aux Philippines  
*Par Anne Lim*
- Le mouvement des travailleurs sexuels VAMP/SANGRAM en Inde du sud-ouest  
*Par l'équipe de SANGRAM/VAMP*
- Des femmes qui construisent la paix : le travail mené au Soudan par l'organisation « Sudanese Women Empowerment for Peace » (SuWEP)  
*Par Zaynab ElSawi*

### Saisir l'évolution des réalités des femmes

*Par Srilatha Batliwala et Alexandra Pittman*

ADN	Alliance démocratique nationale
APG	Accord de paix global
ARPB	Ambassade royale des Pays-Bas
GdS	Gouvernement du Soudan
IGAD	Autorité intergouvernementale pour le développement
M/APLS	Mouvement/Armée populaire de libération du Soudan
NCES	Nouveau conseil des églises du Soudan
SMP	Sudanese Mission for Peace (Mission soudanaise pour la paix)
SuWEP	Autonomisation des femmes soudanaises pour la paix (Sudanese Women Empowerment for Peace)
SWAN	Association des femmes soudanaises à Nairobi (Sudanese Women's Association in Nairobi)
SWVP	Voix des femmes soudanaises pour la paix (Sudanese Women Voice for Peace)

## Des femmes qui construisent la paix : le travail mené au Soudan par l'organisation « Sudanese Women Empowerment for Peace » (SuWEP)

Par Zaynab ElSawi  
 Coordinatrice de SuWEP  
 Centre de ressources des femmes de Salmmah Khartoum

### Introduction

Pendant des décennies, le conflit armé entre le Nord et le Sud du Soudan a eu un impact profond sur la vie quotidienne des Soudanaises. Ce conflit les a violemment contraintes à assumer le rôle de chef de famille, et leur statut de personne intérieurement déplacée (PID) ou de réfugiée les a également confrontées au défi de promouvoir la paix et un futur différent pour le Soudan. Le chemin parcouru en quête d'une résolution pacifique du conflit Nord-Sud au Soudan s'est avéré difficile et incertain. Cependant, la détermination des femmes soudanaises a été guidée par leur besoin d'agir et leur participation aux luttes politiques passées. C'est au cours des années 90 que les Soudanaises du Nord et du Sud ont commencé à se réunir. De cette union est née l'organisation Sudanese Women Empowerment for Peace (SuWEP), un organisme de coordination qui réunit des femmes des deux régions, qui appartiennent également à des milieux ethniques, socioéconomiques et politiques différents. Ce n'est qu'en 2005 que la signature de l'accord de paix global (APG) a mis fin officiellement à la guerre, qui a opposé pendant 22 ans le gouvernement du Soudan, basé au nord, au Mouvement/Armée populaire de libération du Soudan, basé au sud du Soudan (M/APLS).

Le présent article, qui apporte une information générale sur les origines et les impacts du conflit au Soudan, vise principalement à présenter l'histoire de la participation des femmes soudanaises aux processus de paix, avant et après l'initiative de l'organisation SuWEP. Cet article aborde le rôle joué par SuWEP en tant que mouvement féministe par le biais de l'analyse des outils et des approches mis au point par les groupes de femmes afin de faire entendre leurs voix. Compte tenu de la contribution importante de nombreux hommes et femmes du Soudan, l'auteur observe également que l'histoire de cette quête pour la paix ne sera probablement jamais racontée ou connue dans sa totalité.

## Panorama du Soudan : genèse d'un conflit et de ses impacts

Situé à la croisée des mondes africain et arabe, le Soudan est riche et maudit du fait de sa diversité. C'est le plus grand pays africain et son climat varie d'un désert sec dans le nord à un sud luxuriant et fertile. Sa population de 39 millions d'habitants se divise entre l'islam, le christianisme et l'animisme, ces deux dernières religions étant principalement pratiquées dans le sud du pays. En dépit de la dichotomie principalement arabo-africaine, le Soudan est constitué par une société très diverse qui réunit plus de 500 identités ethniques comprenant Arabes, Bejas, Dinkas, Furs, Nubiens, Nuers et de nombreuses autres. Les cultures nomades et sédentaires ont une influence sur l'organisation tribale, les activités économiques et la vie quotidienne des femmes et des hommes. Les relations entre les sexes au Soudan sont diverses et dynamiques. Elles reflètent la diversité des cultures et des relations sociales dans tout le pays.

Le Soudan a obtenu son indépendance de la Grande-Bretagne en 1956. Déjà durant cette période, il existait au Soudan l'un des premiers et des plus actifs mouvements des femmes dans le monde arabe et africain. Entre les années 50 et 70, le mouvement des femmes au Soudan est parvenu à garantir et à élargir les droits juridiques fondamentaux au profit des femmes. La participation des femmes à la Révolution d'octobre 1964 et à l'Intifada d'avril 1985 a contribué au succès des changements démocratiques. Cependant, les autorités n'ont jamais reconnu et promu leurs rôles et compétences.

Toutefois, les germes de la colère et du mécontentement qui étaient à venir remontaient à la période coloniale. Les divisions entre le Nord et le Sud du Soudan se sont exacerbées durant la période coloniale. Il est devenu illégal pour les personnes vivant dans une région de se déplacer vers l'autre. La méfiance entre Sud-Soudanais et Nord-Soudanais n'a fait qu'augmenter avec l'exploitation des Sud-Soudanais par le Nord-Soudan sous la forme de commerce non équitable, de marginalisation politique et de non-respect des valeurs traditionnelles des Sud-Soudanais. Bien que le Sud-Soudan ait commencé à revendiquer son autonomie politique avant l'indépendance du pays, le Nord-Soudan a systématiquement ignoré ses demandes. Le conflit le plus récent ayant op-

posé le Nord et le Sud du Soudan a commencé en 1983, bien qu'il s'agisse principalement de la continuation de la première guerre civile soudanaise, qui s'était déroulée de 1955 à 1972.

L'accord d'Addis Abeba signé en 1972 a assuré une décennie de paix relative entre le Nord et le Sud du Soudan. Toutefois, la découverte de pétrole dans le Sud-Soudan à la fin des années 70 pouvait faire éclater le conflit à nouveau. Puis, en 1983, le régime de Numeiri à Khartoum a appelé à imposer les lois de la charia dans tout le pays. En 1983, dirigés par feu le Dr. John Garang, les Sud-Soudanais ont canalisé leur frustration en créant le Mouvement populaire de libération du Soudan et l'Armée populaire de libération du Soudan (M/APLS). Ainsi, une nouvelle version de la première guerre civile soudanaise s'apprêtait à commencer.

Le conflit s'est déroulé entre 1983 et 2005, principalement dans le Sud-Soudan, et a tué plus de 1,9 million de civils, tandis que plus de 4 millions de Sud-Soudanais ont été contraints de fuir de chez eux et chercher refuge dans le nord du pays ou dans les pays voisins tels que le Kenya, l'Éthiopie, l'Érythrée et l'Ouganda. La majeure partie des personnes déplacées furent des femmes et des enfants. Le pays vivait une nouvelle version de ce qu'il avait vécu quelques années auparavant.

La guerre a provoqué un changement dans les rôles traditionnels assignés à chaque sexe dans le Sud, ainsi qu'une augmentation de la charge de travail des femmes, du nombre de ménages monoparentaux ou dirigés par une femme, et l'effondrement des systèmes d'appui traditionnels. Une enquête initiale financée par USAID en 2004 a révélé que 20 % des familles dans trois provinces du Sud-Soudan étaient dirigées par une femme. De nouvelles normes sociales ont alors vu le jour, dans le cadre desquelles les hommes n'assumaient plus leurs rôles traditionnels, même lorsque ces derniers étaient disponibles. Par conséquent, les femmes ont été confrontées à une demande et à une charge de travail extraordinaires, ayant eu une incidence négative sur leur santé et réduit les chances des fillettes d'être scolarisées. Les femmes restées au Soudan durant la guerre ont parfois été contraintes à alimenter les factions belligérantes et sont souvent devenues l'unique fournisseur de soins au profit des enfants, des malades et des personnes âgées. Les conflits prolongés ont également appauvri de nombreuses familles du fait de l'impossibilité

de réaliser des activités de développement rémunérées. Lorsqu'elles échappent des combats, les femmes deviennent des personnes intérieurement déplacées et vivent comme des réfugiées, loin de chez elles.

Dans les camps de réfugiés, les femmes déplacées sans ressources financières ont souvent recouru à la prostitution et au commerce sexuel pour obtenir de l'argent. Des études ont montré que les veuves de guerre étaient particulièrement vulnérables à la prostitution, qui devenait alors l'un de leurs moyens de survie. Les abus sexuels commis par des membres du personnel des organismes humanitaires à l'encontre des femmes dans les camps de réfugiés étaient courants. Les femmes et les fillettes étaient également victimes d'agressions sexuelles ou d'enlèvements lorsqu'elles quittaient les camps pour chercher du bois pour faire du feu ou de l'eau, et disparaissaient. L'enlèvement de femmes et d'enfants constituait une tactique courante dans les conflits entre tribus dans le Sud-Soudan. Les soldats et les membres des milices étaient encouragés à commettre des crimes tels que le viol dans le contexte d'une culture du silence et du manque de mécanismes de traitement des accusations de viol. Le viol a également élevé le risque pour les femmes de contracter des maladies sexuellement transmissibles, ainsi que le VIH et le sida. Dans le Sud-Soudan, les taux de transmission du VIH et du sida auraient déjà atteint des niveaux épidémiques.

Il existe de nombreuses histoires qui décrivent les souffrances des femmes au cours de cette période de guerre. Phoebe Yona\*, qui travaille auprès de l'association Sudanese Women in Nairobi (SWAN), fournissait une orientation et une aide psychologique à d'autres réfugiés comme elle. Phoebe revient sur une histoire tragique : « *Je fournissais une orientation et une aide psychologique à une femme arrivée par l'Ouganda. Elle avait trois enfants et son mari était mort au Kenya. Durant la guerre, elle avait été violée et agressée physiquement par les soldats à plusieurs reprises. Lorsqu'elle est arrivée au camp, c'était une femme brisée par les nombreux viols subis aux mains des soldats de l'Armée*

*populaire de libération. Le souvenir de cette expérience la faisait trembler chaque fois qu'elle voyait un homme en uniforme militaire. Nous avons travaillé ensemble pour la réhabiliter mentalement de sorte qu'elle puisse oublier la tragédie et accepter le petit garçon qu'elle avait eu, fruit de l'un des viols qu'elle avait subi. Je l'ai aidée à comprendre que ce n'était pas la faute de l'enfant. Je l'ai également aidée à surmonter sa peur des personnes en uniforme militaire afin qu'elle puisse reprendre sa vie et que l'enfant n'ait jamais à payer pour les erreurs commises par d'autres personnes ».*

Outre le nombre considérable de morts, le pays vivait également une période de ruptures et de défis considérables dans le domaine social. Les infrastructures et les services de base, tels que les hôpitaux, les écoles, les routes et les marchés, étaient dévastés ou détruits. Comme le rappelle Mary Nyaulang : « *Nous avions passé plus de 14 jours à fuir lorsque la guerre a éclaté. J'ai accouché de mon bébé pendant notre fuite. Imaginez un peu la scène, moi, une femme enceinte attendant que le bébé arrive pendant que je fuyais la guerre. Je n'avais ni énergie, ni aliments. C'est la raison pour laquelle certaines femmes sont mortes en accouchant dans de telles circonstances ».*

Le manque de confiance qui existait entre le Nord-Soudan et le Sud-Soudan était également du aux atrocités commises durant la guerre. C'est ce que rappelle Beatrice Aber Samson\*\*, qui raconte son histoire sur la guerre avec douleur et une certaine fierté : « *Lorsque les opérations militaires dans le Sud ont commencé à gagner en intensité et en agressivité, ma mère était malade et ne pouvait pas fuir les bombardements comme les autres civils. Elle est tombée entre les mains des soldats du gouvernement, qui l'ont battue et lui ont brisé les jambes, et détenu mon père qui a ensuite été tué. Notre situation tragique s'est poursuivie pendant encore une semaine jusqu'à ce que mes sœurs et moi sommes parvenues à déplacer notre mère avec l'aide de certains véhicules abandonnant Juba ».*

L'économie n'a pas non plus été épargnée. Aujourd'hui encore, le Soudan est l'un des pays les

\*. Phoebe Yona est une activiste des femmes et politique. Elle est l'une des femmes à s'être présentée aux dernières élections dans le Sud. Extrait d'un entretien réalisé à Juba en février 2010, dans le cadre de la documentation pour SuWEP.

\*\* . Beatrice Aber Samson, membre du mouvement pour la paix dans le Sud-Soudan, est une réfugiée de guerre qui est devenue une activiste de la paix.

plus pauvres de la région. Les nombreuses années de guerre civile ont appauvri le Sud-Soudan en paralysant le développement et en réduisant considérablement les superficies cultivables et les sources d'eau. Des troupeaux très nombreux ont été perdus durant la guerre, minant ainsi le style de vie des tribus pastorales telles que les Nuers et les Dinkas. Dans le nord, les femmes ont également vécu dans des conditions de pauvreté extrême et ont été privées des services de subsistance fondamentaux du fait de l'affaiblissement de l'économie provoqué par des dépenses militaires importantes et une dette étrangère considérable dont il fallait payer les intérêts. En 2002, il a été signalé que la servitude forcée, une pratique largement répandue imposée par les milices Murahleen, touchait principalement les femmes et les enfants. Les réfugiées et les femmes déplacées dans le Nord ont peu d'opportunités économiques. Une étude du PNUD révèle que 80 % des femmes incarcérées dans la prison pour femmes Omdurman à Khartoum étaient là pour s'être prostituées ou pour avoir fermenté de l'alcool illicite, deux stratégies élémentaires de survie. Le fait que les armes légères se soient autant répandues dans la région a provoqué un autre impact considérable. En effet, on estime que les millions d'armes légères entre les mains de la population civile, des milices et des soldats contribuent à la propagation et au maintien d'une culture du conflit et de la violence au Soudan et dans la région.

### Le combat pour la paix : la participation des femmes soudanaises aux processus de paix

Au fil du temps, les efforts pour restaurer la paix, notamment entre le gouvernement à Khartoum et le M/APLS, sont devenus une tâche semée d'embûches. En 1993, une lueur d'espoir a surgi lors de l'établissement de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), un organisme régional de résolution des conflits et de développement, responsable d'appuyer les efforts visant à mettre fin à la guerre civile au Soudan par le biais d'une série de pourparlers de paix entre les forces du gouvernement à Khartoum et le M/APLS. En 1994, l'IGAD a élaboré un projet de Déclaration de Principes comprenant la séparation entre État

et religion et la reconnaissance du droit à l'autodétermination pour le Sud. À partir de 1994, les pourparlers de paix se sont poursuivis à différents moments. Par exemple, le 29 octobre 1997, des pourparlers de paix ont commencé à Nairobi. Ils ont repris en février 2000, mais se sont terminés après cinq jours, suite à l'accusation faite par les rebelles à l'encontre du gouvernement du Soudan de mener des attaques indiscriminées sur les civils. Le 20 juillet 2002, lors de la signature du Protocole de Machakos entre le gouvernement et le M/APLS, la nécessité d'organiser un référendum sur l'autodétermination du Sud-Soudan a été reconnue. Sept jours plus tard, le Président soudanais Bashir s'est réuni pour la première fois avec le chef des rebelles, John Garang. Le 15 octobre, le gouvernement et le M/APLS ont signé un cessez-le-feu, à savoir la première trêve de ce type. Le 25 septembre de la même année, le gouvernement et le M/APLS ont signé un accord de sécurité, qui a permis de dégager une pierre d'achoppement majeure dans les pourparlers de paix. En janvier 2004, le gouvernement et les rebelles ont signé un accord relatif au partage des richesses au Soudan. La signature d'un accord de paix global (APG) en janvier 2005 a marqué le point final officiel de la guerre civile de 22 ans ayant opposé le Gouvernement soudanais au M/APLS.

Ces facteurs ont renversé la tendance observée au cours des années 60, période durant laquelle les Soudanaises ont gagné une certaine influence sur les décisions politiques et obtenu quelques avancées démocratiques. La politique reste considérée l'affaire des hommes, notamment dans les régions islamiques du pays, dans lesquelles il est inacceptable du point de vue culturel que les femmes en âge de procréer puissent se présenter devant une audience. Par conséquent, le nombre d'organisations politiques féminines est resté faible. Bien que les conflits aient supposé un défi et la transformation des divers rôles assignés à chacun des deux sexes, la perception traditionnelle du rôle silencieux et invisible des femmes s'est maintenue. L'exclusion des femmes des forums pour la paix est un phénomène courant compte tenu du fait que la plupart des femmes victimes de la guerre sont analphabètes et tendent à rester en marge des processus de prise de décisions. D'autre part, les femmes des zones rurales ont une éducation largement inférieure à celles des zones urbaines, ou n'ont pas conscience de ce qui se passe vraiment dans le pays, une

réalité exacerbée par l'attitude des hommes, qui considèrent que les pourparlers de paix sont des « conversations d'hommes ». Par conséquent, les femmes n'ont pu jouer qu'un rôle indirect dans la résolution du conflit, à l'exception des femmes âgées, autorisées à parler en public et à être écoutées par les hommes. Cependant, les femmes ont eu d'autres opportunités d'influencer les processus de paix, par exemple lorsque les hommes consultaient leurs femmes en leurs qualités d'épouse, de mère ou de sœur, sur des décisions importantes à prendre. À l'issue de ces consultations, les hommes parvenaient à des compromis en fait influencés par les attentes des femmes, malgré un contexte dans lequel la participation publique des femmes faisait l'objet d'une restriction considérable et était interdite du point de vue culturel.

C'est le ras-le-bol des femmes face à l'impact d'un conflit s'éternisant qui les a poussées à unir leurs voix pour dénoncer leurs souffrances et leurs préoccupations. Selon les termes du Dr. Pauline Riack, qui est maintenant à la tête de la Commission anticorruption du Gouvernement du Sud-Soudan : « *Il appartenait aux femmes soudanaises de s'unir en terre étrangère [au Kenya], car sinon, il ne leur restait plus qu'à sombrer et mourir* ». C'est cette réalité qui a poussé les Soudanaises à adopter un rôle plus actif dans la résolution du conflit.

Avant même que le Conseil de sécurité des Nations Unies n'adopte la Résolution 1325 sur les femmes, la paix et la sécurité<sup>1</sup>, les femmes soudanaises ont décidé de s'organiser afin de faire connaître leurs demandes, tandis que leur mécontentement face à leur exclusion systémique et systématique des processus de paix ne faisait qu'augmenter. Elles l'ont fait en établissant ce qui suit :

1. Ce sont les femmes qui souffrent en premier lieu et le plus durant les guerres ou les conflits. Elles sont donc les mieux placées pour agir en tant qu'agents dans les processus de paix et diffuser une culture de la paix dans le pays ;
2. En dépit des souffrances endurées par les femmes soudanaises, leurs problèmes sont rarement abordés. Au contraire, elles sont exclues des processus de prise de décisions liés à la prévention, à la résolution et à la gestion des conflits ;

3. Les femmes ont toujours joué un rôle important dans la médiation pour la paix et la transformation du conflit au Soudan par le biais de l'influence exercée sur leurs conjoints et leurs proches. Par conséquent, les femmes pourraient avoir un impact positif sur les dialogues pour la paix et la réconciliation au Soudan ;
4. L'engagement des femmes vis-à-vis de l'obtention de la reconnaissance et du respect de leurs droits fondamentaux doit être considéré comme une partie intégrale de la poursuite de la paix ;
5. Les femmes sont porteuses de valeurs telles que le pardon, la tolérance, la coopération, le respect et l'acceptation de l'autre, qui sont propices à la paix dans et entre les groupes ;
6. Souvent, les efforts des femmes pour la construction de la paix ne sont pas documentés et reconnus par les organisations impliquées dans la résolution du conflit ;
7. Les femmes doivent être impliquées en qualité de parties prenantes de premier ordre dans les mécanismes de gestion et de résolution des conflits car, comme chacun sait, leur participation active au rétablissement de la paix a la capacité de modifier et d'influencer la vision des parties en conflit ;
8. Enfin, les femmes représentent au Soudan plus de 50 % de la population. Par conséquent, leur contribution au rétablissement de la paix constituera une valeur ajoutée au processus de paix en cours.

### Les efforts des femmes pour la construction de la paix au Soudan avant l'initiative SuWEP

Avant que l'Ambassade royale des Pays-Bas (ARPB) ne commence officiellement à appuyer l'initiative SuWEP, les Soudanaises étaient déjà conscientes de leur marginalisation sociale, économique et politique. Elles étaient également conscientes du fait qu'elles étaient les membres les plus opprimés de cette société. Elles n'étaient autorisées à participer à aucun processus de prise de décisions et avaient été subordonnées

1. See [www.un.org/events/res\\_1325e.pdf](http://www.un.org/events/res_1325e.pdf)

par une culture ne reconnaissant pas leurs droits. Les stéréotypes des femmes les montrent souvent comme des êtres faibles et démunis de pouvoir ou d'influence dans la communauté et dans les affaires intercommunautaires. Pour se libérer de tous ces stéréotypes et contraintes, les Soudanaises ont réalisé qu'elles devaient s'affranchir du joug des traditions et reconnaître que leurs droits constituent des droits humains. Ainsi, avant la création de SuWEP, des groupes de femmes, dont certains représentaient aujourd'hui des partis politiques actifs, étaient déjà activement impliqués auprès des communautés de base en vue de les sensibiliser sur leur statut marginal.

Dans le secteur Nord, un groupe similaire au réseau *Women Empowerment for Peace and Development Network* s'est consacré à sensibiliser activement les femmes sur leurs droits démocratiques en vue de les encourager à prendre part au processus de prise de décisions. Celui-ci a également commencé à s'impliquer dans l'analyse des lois discriminatoires à l'égard de la femme. Pour l'organisation *Nuba Women for Peace*, la proximité avec certains rebelles qui étaient retournés dans la zone les a motivées à se centrer sur la sensibilisation sur la paix en vue de réconcilier les rebelles avec le gouvernement. Initialement, les membres de l'organisation *Nuba Women for Peace* se sont consacrées aux questions liées à la paix et au plaidoyer, et la majeure partie de leur travail a été menée par le biais de l'Église et de ses réseaux. D'autre part, le groupe était également impliqué dans la mobilisation de la communauté en vue d'accroître le rôle des femmes dans la gouvernance et l'autonomisation économique.

L'organisation *National Democratic Alliance* (NDA) se consacre davantage aux droits des femmes. Il en ressort que les efforts de cette organisation, de même que ceux de l'organisation *Women Empowerment for Peace Group* se sont orientés vers le développement d'une analyse des lois nationales et la dénonciation de ceux qui s'opposent à une participation active des femmes aux processus de prise de décisions. Leur objectif était de parvenir à un régime plus démocratique au Soudan, dans lequel les femmes seraient l'égal des hommes. Les membres de NDA étaient également préoccupées par la guerre dans le pays, notamment dans la région montagneuse de la Nubie. Cette préoccupation les a conduites à promouvoir

une culture de la paix par le biais de la sensibilisation sur les impacts négatifs de la guerre sur la société. Une situation similaire a été observée chez les groupes du secteur Nord, et plusieurs organisations soudanaises ont accordé une plus grande importance aux activités liées à la paix. Certains groupes tels que SWAN et le MPLS ont également été activement impliqués dans les questions de paix auprès des femmes à l'échelon local.

Bien que de nombreuses Soudanaises aient été impliquées dans le rétablissement de la paix avant la formation de l'organisation SuWEP, celles-ci étaient confrontées à divers obstacles principalement liés au manque de financement, au manque de reconnaissance internationale et à leur capacité de s'occuper des processus de paix et des questions de sécurité. Rappelons qu'au cours de ces années, parler de paix était considéré une question de sécurité. Par conséquent, les femmes qui souhaitaient jouer un rôle actif dans les questions de paix étaient confrontées au harcèlement, suivies par des agents de sécurité, et même contraintes à ne pas quitter le territoire. Les ambassades des Pays-Bas à Khartoum et à Nairobi, qui avaient connaissance de ces difficultés, ont fourni une assistance visant à faciliter ces activités de rétablissement de la paix. Ces deux ambassades ont organisé de nombreux ateliers de formation ayant pour objectif d'accroître les compétences des femmes en matière de lobby, de résolution des conflits, de diplomatie et de soutien psychologique au profit des victimes de traumatismes.

D'autre part, la famille et les mécanismes traditionnels de paix ont été durement frappés. Les systèmes de parenté ont été remplacés par des organisations civiques qui ont souffert du manque de représentation féminine et d'une relation avec la patrie, notamment celles basées à l'extérieur des zones touchées par la guerre. Les interventions provenant de l'extérieur ont provoqué un changement du rôle du mariage mixte, de l'assimilation interculturelle et de la résolution traditionnelle des conflits. Enfin, la mobilité était limitée, en particulier pour les femmes, du fait de la situation militaire et politique. Par conséquent, les déplacements entre le Nord et le Sud du Soudan, et à l'intérieur du Sud-Soudan, ne pouvaient se réaliser que dans des conditions extrêmement hostiles. Des difficultés étaient rencontrées pour traverser les lignes du conflit ou fonctionner depuis les pays voisins.

## La naissance de l'organisation SuWEP en tant que mouvement féministe

Comme mentionné précédemment, le mouvement des femmes au Soudan est né des mouvements anticolonial et nationaliste, qui étaient au cœur des transformations sociales survenues au cours des années 50 et 60 au Soudan. Cette lutte pour la libération a permis aux femmes soudanaises la garantie de leurs droits politiques et économiques, ainsi que de certains de leurs droits sociaux. Au cours de ces deux décennies, l'organisation Sudan Women Union (SWU, que l'on peut traduire par « Union des femmes soudanaises ») fut le seul organisme à appeler systématiquement au respect des droits des femmes. Ses succès ont été détournés par le régime de Numeiri et la décision de son gouvernement de créer sa propre « Union des femmes soudanaises » en 1971. Cette « nouvelle » SWU ne s'opposerait plus aux politiques gouvernementales et ne pourrait plus être considérée un acteur impartial dans la promotion des droits des femmes. L'ancienne SWU a été contrainte de poursuivre ses activités dans l'ombre. Ce fut la fin de cette plateforme soudanaise réunissant des femmes aux idées progressives.

La guerre entre le Nord et le Sud a repris en 1983, et suite au coup d'État de 1989, la guerre est plutôt devenue un jihad islamique, une guerre sainte. Ce changement a également été marqué par l'accélération d'une culture de la guerre encouragée par l'État et dans laquelle les femmes jouaient un rôle. Par exemple, la nouvelle Sudanese Women General Union (SWGU, Union générale des femmes soudanaises), créée sous le régime de Bashir en 1991, promouvait une culture de la guerre et mobilisait les femmes pour adhérer à sa propagande et à sa vision djihadiste. Les membres de SWGU se réunissaient pour entamer des chants de soutien pour les soldats, faisaient don spontanément de leur or pour appuyer la guerre dans le cadre de la campagne intitulée « la montagne d'or », organisaient des approvisionnements alimentaires au profit des *moudjahidin*, les soldats de la guerre sainte. Les femmes étaient également encouragées à envoyer leurs fils à la guerre et la mort des jeunes hommes faisait l'objet d'une célébration lors d'une cérémonie de « mariage des martyrs ».

Dans ce contexte, SuWEP apparaît comme un mouvement social fondé sur la poursuite d'un agenda politique commun pro changement par le biais de l'action collective. SuWEP a réuni des femmes provenant de tout le Soudan dans un même organisme visant à promouvoir la paix entre elles et à surmonter les ressentiments et la souffrance. La force gagnée par les femmes grâce à SuWEP les a encouragées à chercher la paix et à revendiquer leur inclusion dans les négociations de paix et leur représentation aux fonctions de prise de décisions en vue de garantir une paix durable.

L'idée à l'origine de la création de l'organisation SuWEP remonte à 1994, lors de la réunion de Southern Sudanese Women in Nairobi (SWAN) visant à réfléchir à des manières et à des moyens de mettre fin au conflit le plus long et le plus inhumain au monde, et à promouvoir une paix durable au Soudan. À l'époque, de nombreuses organisations soudanaises de la société civile, telles que Sudanese Women Voice for Peace (SWVP), New Sudan Council of Churches (NSCC), New Sudan Women Federation (NSWA), Sudanese Women Association in Nairobi (SWAN), le Mouvement des femmes du Mouvement populaire de libération du Soudan (MPLS) et Sudanese Mission for Peace (CMP), se sont impliquées. Cependant, les tentatives initiales en vue de donner lieu à une intervention unifiée dans le processus de paix proviennent principalement de Sudanese Women in Nairobi (SWAN), perçue comme un groupe de pression loin du pays qui appelait à la paix depuis l'étranger. L'association SWAN a été créée en 1992 par un groupe de soudanaises déplacées et certaines femmes dans l'armée (APLS) qui se sont rencontrées à Nairobi et ont décidé d'unir leurs forces en dépit de leurs différences ethniques, religieuses et politiques au nom de leur destinée commune. Elles se sont données pour mission d'unir les Soudanaises au Kenya et celles des zones en guerre d'une manière participative. Elles avaient l'espoir de permettre à ces groupes d'identifier leurs priorités et de formuler des stratégies en vue de parvenir à des solutions d'une manière digne, collaborative et adéquate du point de vue culturel. Bien que dans un premier temps, l'association SWAN se soit centrée principalement sur des groupes provenant du Sud-Soudan, à partir de 1998, elle a établi des liens avec des groupes du nord et est devenue plus inclusive.

Fin 1997, le gouvernement des Pays-Bas, par le biais de l'Ambassade royale des Pays-Bas

(ARPB) au Soudan et au Kenya, a engagé un processus de facilitation en appui des efforts réalisés par les femmes soudanaises dans la construction de la paix. Le gouvernement des Pays-Bas, dans le cadre d'un travail mené conjointement avec ses ambassades, souhaitait reproduire, avec les soudanaises, son expérience passée de réunir des femmes israéliennes et palestiniennes. Un travail de construction de la paix *ad hoc* était déjà en cours entre des groupes de femmes dans le nord et le sud du pays, ainsi qu'à Nairobi. Suite à la participation des ARPB, cette action est devenue connue sous le nom de « Dutch Initiative for Peace » (Initiative des Pays-Bas pour la paix). Elle a été rebaptisée « Engendering the Peace Process » (Engendrer le processus de paix) suite à la participation de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD). Enfin, en 2001, les femmes ont décidé d'adopter le nom de Sudanese Women Empowerment for Peace, SuWEP (que l'on pourrait traduire par « Autonomisation des femmes soudanaises pour la paix ») afin d'établir qu'il s'agissait de leur initiative. Dans le cadre de cette initiative, neuf comités de travail ont été créés à Khartoum et Nairobi afin de représenter les différentes communautés et les divers partis politiques au Soudan. Par le biais de ces comités, les Soudanaises ont bénéficié d'une formation dans les domaines de la résolution des conflits et des compétences en matière de médiation. Cette initiative a également facilité plusieurs réunions et visites conjointes au profit des femmes soudanaises des secteurs Nord et Sud en vue de rechercher des manières d'appuyer la participation des femmes aux processus de paix et aux actions de lobby afin d'obtenir le soutien de participants internationaux.

Un collectif organisé de groupes de femmes soudanaises a été créé afin que cette initiative soit un succès. Cinq groupes basés à Khartoum et quatre groupes basés à Nairobi ont été formés.

- Pour le secteur Sud, quatre groupes qui sont basés à Nairobi :
  1. Le groupe de femmes Front démocratique populaire du Soudan ;
  2. Le groupe de femmes unies Mouvement populaire de libération du Soudan (MPLS) ;
  3. Le groupe de femmes non partisans ;
  4. Le groupe Voix des femmes soudanaises pour la paix.

- Pour le secteur Nord, cinq groupes qui sont basés à Khartoum :

1. Le réseau pour la paix des femmes soudanaises de la société civile ;
2. Les groupes de l'Alliance démocratique nationale (principalement intégrés par les secteurs féminins des partis politiques) ;
3. Le comité de travail national pour la paix (principalement intégré par des représentants gouvernementaux) ;
4. Le groupe des femmes nubiennes pour la paix ;
5. Le groupe des femmes du sud pour la paix.

Sous les auspices de l'IGAD, durant sa Conférence internationale tenue en avril 2000, les Soudanaises ont élaboré l'agenda minimum pour la paix, suivi de la Déclaration de Maastricht. L'agenda minimum pour la paix fut le premier document officiel mis au point par SuWEP. L'une des participantes, Mary Nyaulang, s'est exprimée en ces termes : « *Nous réunir en tant que femmes du Soudan ne fut pas une mince affaire. En premier lieu, nous ne parvenions pas à nous mettre d'accord sur les questions que nous allions aborder. Nous ne pouvions pas nous mettre d'accord sur un agenda commun* ». Cependant, grâce à leur détermination et à leur capacité de construire une relation de confiance et de respect les unes avec les autres, ces femmes qui avaient appartenu à des factions opposées sont parvenues à se réunir. D'après Naeema Agabna, du secteur Nord : « *Par le biais de SuWEP, les femmes soudanaises ont réussi à travailler ensemble et à élaborer leur agenda minimum avant même que le gouvernement du Soudan et le MPLS n'engagent des négociations* ».

Une fois créée, l'organisation SuWEP a décidé d'initier les actions suivantes :

- Développer une vaste culture de la paix à tous les niveaux : dans les camps de réfugiés, au sein des partis politiques, avec les dirigeants communautaires, et d'autres parties prenantes ;
- Promouvoir l'autonomisation des femmes afin que celles-ci puissent contribuer à une résolution juste, durable et pacifique du conflit ;
- Éduquer les femmes en matière de médiation et de négociation afin de leur permettre d'avoir une participation active à la résolution non violente du conflit ;
- Établir des liens et des réseaux auprès des or-

ganisations internationales et des médias pertinents en vue d'appuyer et de promouvoir une paix juste et durable ;

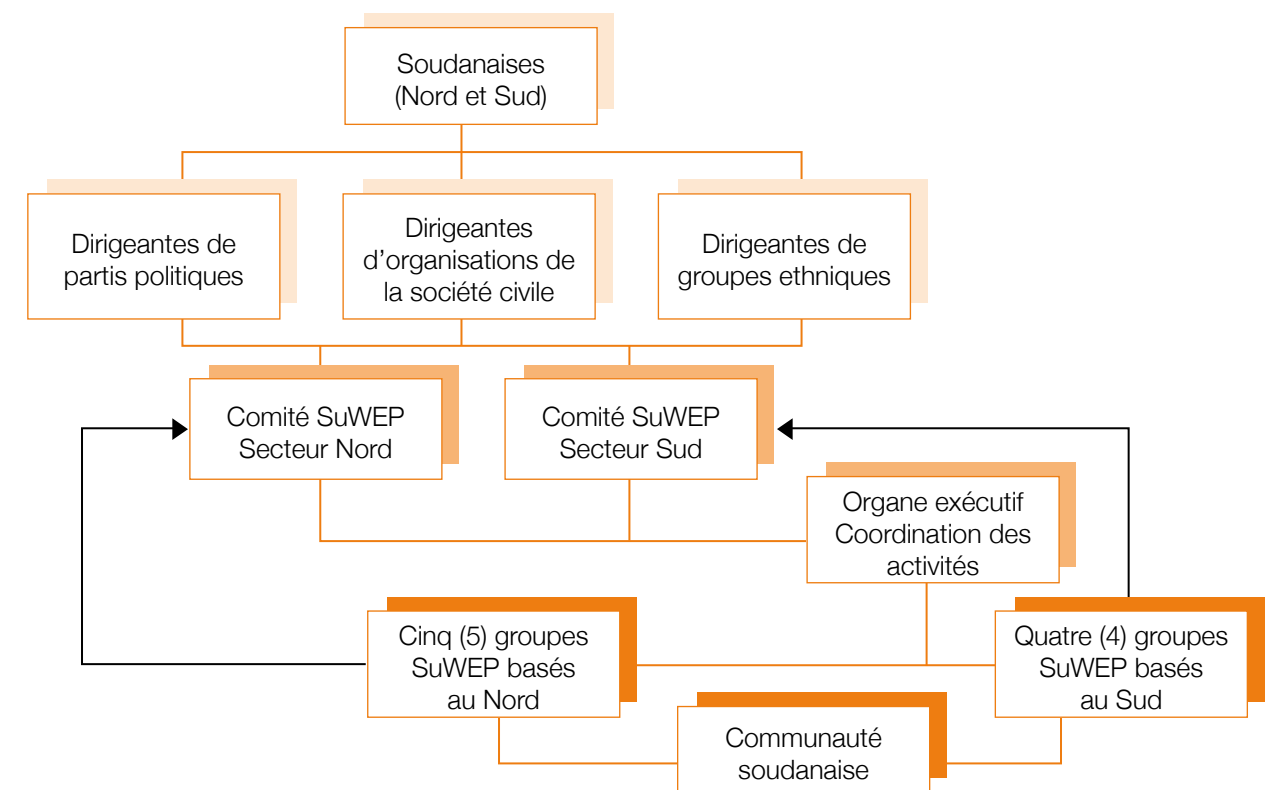
- Promouvoir la reconnaissance et le respect de la diversité culturelle, ethnique, religieuse et linguistique en tant que source d'autonomisation pour la société soudanaise dans son ensemble.

## Structure du mouvement

SuWEP présente toutes les caractéristiques d'un mouvement : il s'agit d'un groupement organisé de femmes qui s'unissent en vue d'atteindre un objectif politique très soucieux de l'égalité de sexes, à savoir de faire du Soudan un pays démocratique, jouissant d'une paix et d'un développement durables fondés sur les principes de l'égalité des sexes et de la justice. Les femmes ont une vision et une mission uniques en dépit de leurs différences de localisation géographique, d'appartenance politique et de croyances religieuses. L'origine de SuWEP se situe au cœur même de l'histoire du mouvement des femmes du Soudan de la fin des années 40, qui était alors dirigé par

des femmes qui promouvaient et défendaient les droits des femmes et dont l'action a préparé le terrain pour que les femmes puissent par la suite participer formellement aux changements politiques et sociaux. Suite aux souffrances endurées par les femmes durant la guerre et du fait de ses conséquences, SuWEP a fourni aux dirigeantes communautaires une bonne cause, à savoir la recherche de la résolution du conflit et la construction d'une paix durable, pour laquelle elles se sont unies. L'organisation de base de SuWEP réunit des femmes appartenant à différentes couches de la société et ayant divers parcours de vie, ce qui permet de créer des dirigeantes provenant des partis politiques, des organisations de la société civile et des groupes ethniques.

L'organisation SuWEP est intégrée par des membres officiels, qui correspondent à neuf groupes de femmes. Comme signalé précédemment, cinq groupes sont basés dans le secteur Nord et quatre groupes sont basés dans le secteur Sud. Les membres de chaque groupe varient en termes de nature et de nombre. La base communautaire de SuWEP dans le nord et le sud comprend 85 organisations membres (ONG, organisations communautaires et organisations gouvernementales



non gouvernementales) et chaque organisation membre a sa propre base communautaire de femmes membres. Les groupes politiques sont constitués par des dirigeantes appartenant à neuf partis politiques différents. Les groupes ethniques sont constitués par des tribus nubiennes et du sud vivant dans le nord. Par le biais de toutes ces entités, le nombre de femmes qui sont directement impliquées et actives au sein de SuWEP dépasse 1000, sans compter les bénéficiaires.

Les comités du Nord et du Sud de SuWEP représentent non seulement sa stratégie clé et ses organismes d'élaboration des politiques, mais également le principal organe de gouvernance de SuWEP. Ces deux comités se rencontrent chaque année à l'échelon de leur secteur, et conjointement tous les trois ans à l'échelon national. Tous les groupes officiellement affiliés à SuWEP sont régis par des comités élus démocratiquement. Toutefois, les groupes présentent des différences quant à la durée de leurs mandats, pouvant aller de un à quatre ans. Chaque groupe nomme ses représentants au Comité SuWEP (SuWEP Nord ou SuWEP Sud). Chacun de ces comités est composé de dix membres désignés. Le processus de nomination à ces deux comités a lieu tous les trois ans à l'occasion de la réunion conjointe de SuWEP. Le diagramme ci-dessous présente la structure de direction et les niveaux de gouvernance de SuWEP :

La première réunion conjointe entre les représentants des neuf Comités de travail s'est tenue à Karen, au Kenya, en janvier 2000. Ce fut également la première fois que les représentants officiels du gouvernement du Soudan participaient aux délibérations. La réunion conjointe de SuWEP la plus récente s'est tenue à Khartoum en février 2010.

## Objectifs et stratégies

SuWEP a tout d'abord eu un objectif commun, qui était d'arrêter la guerre. Sa stratégie initiale fut de mettre fin au climat d'hostilité régnant entre les communautés du nord et du sud. Pour y parvenir, la promotion de la négociation en tant qu'unique outil viable de résolution du conflit, a été décisive. Dans ce but, SuWEP a fait pression sur les partis politiques dans le nord et dans le sud en vue de les convaincre de dialoguer, et d'inclure l'agenda des femmes dans toutes les négociations ayant eu lieu avant la signature de l'accord de paix global (APG), y compris les délibérations de Machakos, Naivasha et Abuja. Au cours de la période intérimaire ayant suivi la paix, SuWEP s'est centrée sur la mise en œuvre adéquate et juste de l'accord de paix global (APG) par le biais de l'autonomisation des femmes afin de les faire participer à tous les processus de construction de la paix et de développement, en vue d'assurer la reconnaissance et la réalisation des droits des femmes. Aujourd'hui, l'objectif de SuWEP est de sensibiliser la communauté et de développer la capacité d'une deuxième génération plus jeune de femmes de l'organisation, afin de sauvegarder les acquis, promouvoir une culture de la paix et faire avancer l'agenda des femmes.

Au fil du temps, le mouvement a développé une base de soutien par le biais de la constitution d'alliances et de solidarité avec de nombreuses institutions, organisations et personnes, y compris des écrivains, des journalistes et des artistes féministes, aux échelons local, régional et international. Ces relations sont maintenues et entretenues grâce à une participation active aux réunions, forums et conférences, et à la communication par le biais de sites et de forums Internet.

Les stratégies de SuWEP sont fondées sur les propres stratégies et capacités des femmes, et impliquent la participation de ses membres féminins tout au long du processus. Quelques stratégies clés sont présentées ci-après :

- Établir des liens et une solidarité entre toutes les femmes soudanaises afin d'agir ensemble comme une voix unique pour une paix significative et un développement durable ;
- Constituer des alliances et faire du lobby afin d'appuyer les femmes et les hommes soudanais

dans leur quête d'une paix juste et durable au Nouveau Soudan ;

- Servir de forum pour l'échange d'information entre les divers groupes impliqués dans le processus de reconstruction et les femmes de la diaspora soudanaise, ainsi que dans la phase de mise en œuvre de l'accord de paix global (APG) ;
- Faire pression pour attirer l'attention de la communauté internationale sur la communauté et son appui lors des forums régionaux et internationaux, y compris les réunions de négociation et les conférences ;
- Développer les capacités des femmes soudanaises dans divers secteurs afin de les rendre autonomes du point de vue social, économique et politique ;
- Promouvoir, faciliter et/ou mettre en œuvre des programmes dans les domaines suivants, qui suscitent une vive préoccupation : la recherche, l'analyse et la documentation, la représentation égale des femmes dans les sphères de la santé, de l'éducation, économique et politique, et dans la division du travail, les communications et le développement ;
- Travailler en liaison avec les groupes de femmes locaux et internationaux qui s'intéressent à la promotion de la femme.

SuWEP a eu recours aux outils, éléments et approches suivants dans le travail qu'elle mène pour le renforcement du mouvement :

1. **Des audiences pour promouvoir l'inclusion des femmes de toutes les couches de la société** : le mouvement offre la possibilité aux femmes ordinaires de tous les milieux d'exprimer leurs préoccupations et idées sur la guerre et la paix au Soudan à l'occasion d'audiences publiques. Les audiences sont des réunions lors desquelles les femmes sont invitées à débattre sur l'impact de la guerre sur leurs vies, qui dans le même temps permettent d'informer les femmes sur la situation du processus de paix et de la dimension politique. Cette information permet aux femmes de contribuer considérablement au processus de paix car elle leur permet de mieux le comprendre. Les audiences ont été organisées par des modérateurs avec l'étroite collaboration de leur Comité de travail. Ensemble, ils ont élaboré un plan de travail. Les

modérateurs ont ensuite visité les groupes de femmes dans différentes zones du pays. Ces groupes correspondent à ceux qui sont d'une certaine manière liés au Comité de travail. Bien que le nombre de groupes de femmes effectivement approchés par les modérateurs et les Comités de travail de l'organisation SuWEP soit relativement faible par rapport au temps et aux ressources investis, les audiences ont joué un rôle clé dans l'échange d'exemples de solutions féminines aux problèmes locaux. Elles ont également révélé que de nombreuses femmes, lorsqu'elles ont accès à cet espace pour partager leurs vues, s'exprimaient avec beaucoup de franchise sur la guerre.

2. **Des formations en résolution des conflits et en médiation, ainsi que dans d'autres domaines** : il s'agit de l'une des principales priorités dans le processus de SuWEP, se traduisant par la fourniture d'éléments d'information en médiation, lobby et diplomatie préventive, ainsi que par une série de réunions avec des individus, des organisations et des parlementaires sur la construction de la paix. Un membre féminin de SuWEP évoque une formation fournie en Afrique du Sud ayant représenté un tournant décisif pour elle : « *Je me souviens que j'ai appris à gérer les questions liées à la résolution des conflits et à la diplomatie préventive. Mais j'ai également appris à gérer la colère que je portais en moi depuis le conflit. Il fallait d'abord que je me connaisse et que je comprenne ma propre expérience du conflit* ». Les Comités de travail se sont également réunis avec des dirigeants politiques expérimentés. Ces rencontres étaient nécessaires car la plupart des femmes étaient mal informées sur les processus politiques en cours dans leur pays depuis l'indépendance. Les femmes ont également été instruites sur les technologies de l'information et des communications telles que l'Internet. De nombreuses femmes, notamment dans le secteur Nord, ont également bénéficié d'un appui pour apprendre l'anglais.
3. **La sensibilisation et le partage de l'information** : il s'agit de l'un des principaux objectifs de SuWEP. Des centres d'information ont été établis dans toutes ses régions. Ces centres coordonnent l'échange d'information entre les membres, développent la capacité des organisations membres et d'autres acteurs de la



paix, réalisent un travail de plaidoyer en faveur de la paix, de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes, et constituent des alliances entre les organisations de femmes. Les membres de SuWEP ont produit et fait circuler plusieurs de leurs publications par le biais des centres, y compris des lettres d'information, différentes formes de matériel éducatif, et diffusé des informations auprès des médias.

4. **L'élaboration de documents de prise de position** : les femmes de SuWEP, tout au long de l'existence du mouvement, ont élaboré de nombreux documents de prise de position et d'opinion, tels que l'Appel de La Haye en 1999, l'Agenda minimum pour la paix (Déclaration de Maastricht en 2000), ainsi que des plans d'action en solidarité avec différents groupes de femmes régionaux et internationaux. Après l'Appel de La Haye pour la paix, différents groupes de femmes se sont réunis à Khartoum et à Nairobi afin d'approfondir les délibérations portant sur un agenda pour la paix. Ces débats ont débouché sur l'Agenda minimum des femmes soudanaises pour la paix, élaboré lors d'un atelier organisé à Karen, au Kenya, en janvier 2000, à l'occasion duquel les femmes ont rédigé une liste de dix conditions devant être remplies afin de faciliter leur participation au processus de paix.
5. **Stratégies de plaidoyer et de publicité** : celles-ci étaient centrées sur :
  - **La sensibilisation sur SuWEP**, tant auprès du public soudanais que de la communauté internationale ;
  - Depuis mars 1999, une lettre d'information trimestrielle sur l'initiative est publiée. Celle-ci comprend des mises à jour sur les activités mises en œuvre ainsi que des contributions croissantes réalisées par des femmes et des hommes soudanais. Actuellement, SuWEP imprime 1000 exemplaires de chaque édition. Un certain nombre est envoyé autour du monde à des organisations et à des individus

s'intéressant au Soudan, ainsi qu'à la communauté diplomatique à Khartoum et à Nairobi. La plupart des lettres d'information sont remises aux Comités de travail, qui les distribuent ensuite à leurs membres ;

- Un site Internet<sup>2</sup> contenant des informations sur SuWEP et offrant un forum de discussion interactif pour que les personnes puissent publier leurs commentaires. La totalité des documents produits sur l'histoire des femmes soudanaises dans diverses initiatives de paix sont disponibles sur le site, en arabe et en anglais. La lettre d'information est également disponible ;
- Dernièrement, le mouvement SuWEP a commencé à recevoir une attention considérable de la part des médias. Lors d'entretiens avec la presse, les femmes soudanaises se sont exprimées très clairement sur le sens de leur travail pour la paix et sur leur capacité d'influencer le processus de manière positive. Elles ont également eu l'intelligence de ne pas étaler leurs désaccords internes devant les médias.

2. <http://www.suwepmovement.org>

3. Ces centres ont été établis afin d'appuyer SuWEP dans la coordination de l'échange d'information entre ses membres, le développement des capacités des organisations membres ainsi que d'autres acteurs de la paix, par le biais de la promotion et de la défense des questions liées à la paix, à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes, et de la construction d'alliances et de contacts entre les organisations de femmes.

## Les défis

La participation des femmes au mouvement SuWEP a été semée d'embûches. L'une des principales était (et demeure) la pauvreté extrême et la lutte pour survivre des femmes des communautés de base. En effet, le mouvement n'était pas en conditions de subventionner la participation des femmes pauvres en prenant en charge la perte de revenus suscitée par la participation aux activités du mouvement. La taille du pays et les nombreuses contradictions entre les femmes des zones urbaines et rurales ont supposé un autre défi. Les efforts pour entraver la participation des femmes aux processus de paix réalisés par divers intérêts particuliers se sont maintenus sous différentes formes et à différents niveaux. Les pourparlers de paix de Machakos (2002) et Naivasha (2005) en sont un bon exemple : à Machakos, malgré les efforts consentis par les femmes pour envoyer dix personnes (deux de chaque groupe de SuWEP) pour les représenter aux négociations, et bien que se présentant avec leurs propres documents de prise de position, leur participation aux négociations a été refusée. Les hommes se sont montrés intransigeants sur le fait qu'il s'agissait d'une affaire d'hommes. À Naivasha, s'il est vrai que les documents de prise de position des femmes ont été acceptés, il n'en demeure pas moins que leurs préoccupations n'ont pas été prises en compte dans les recommandations. Ces obstacles ont souvent contraint les femmes à passer par les hommes pour pouvoir mettre leurs préoccupations sur la table de négociation. Heureusement, cette mesure a eu de bons résultats pour elles.

## Les résultats

La grande réussite de SuWEP est la transformation opérée dans la population, qui est passée d'une culture de la guerre et de la violence à un niveau où il est possible de discuter de la paix, de la justice sociale et du développement. Les femmes de SuWEP ont surmonté leurs différences culturelles, religieuses, raciales et politiques pour s'unir et chercher ensemble la paix. Elles ont sacrifié du temps, de l'énergie et de l'argent pour atteindre cet objectif unique. Cet engagement est le résultat des efforts de sensibilisation et de formation de SuWEP. Les fruits des efforts des femmes pour promouvoir

une culture de la paix sont visibles et se sont traduits par la création des Centres pour la paix<sup>3</sup> à Nairobi et dans les États du Kordofan du Sud et du Nil Bleu. Ils se sont également traduits par le désir croissant des femmes de participer aux négociations de paix aux échelons national, régional et international ; par la formation ciblée des dirigeants communautaires sur les questions liées à la paix ; par des efforts concertés pour construire une culture de la paix chez les enfants et les jeunes ; et par la manière dont les femmes ont exigé que les parties en conflit permettent un passage en toute sécurité de l'aide alimentaire au profit des femmes dans les zones de guerre. Les succès remportés par SuWEP au fil du temps ont également permis d'accroître la participation des femmes au processus de transformation démocratique, qui a eu permis l'obtention d'un quota de 25 % pour les femmes aux élections de 2010.

Cependant, le rôle transformateur du mouvement ne saurait être mieux résumé que par les membres de SuWEP elles-mêmes. Sandra Bona, l'une des fondatrices de SuWEP et Secrétaire des femmes du Mouvement de libération populaire du Soudan pour un changement démocratique signale : « *SuWEP est un organisme de coordination qui regroupe de nombreux groupes qui œuvrent ensemble pour la paix. Nous avons assumé cette fonction car nos souffrances ont duré trop longtemps, deux décennies, nous devons sortir de la situation délicate de la guerre. Puis, en tant que femmes, nous avons réalisé qu'il était nécessaire que nous remplissions notre rôle et que nous prenions part à la recherche de la paix en mettant fin à une guerre provoquée par des hommes. Toutes nos activités étaient ciblées sur les femmes. Les femmes, qu'elles soient mères, sœurs ou autres sont pacifistes par nature et sont les mieux placées pour atteindre la paix. Nous avons réussi à atteindre la paix entre les deux parties et la preuve primordiale est qu'aujourd'hui nous travaillons depuis Khartoum après avoir passé une longue période à travailler depuis Nairobi* ». Abouk Païtti, l'une des fondatrices de SuWEP au Sud-Soudan et Vice-présidente adjointe du Comité Femmes et sécurité sociale de 1994 à 2005, signale : « *La plupart des femmes qui ont assumé des fonctions dans le Sud-Soudan ont été formées par SuWEP* ».

## Conclusion et orientations pour l'avenir

À l'horizon, plusieurs défis doivent être relevés par le mouvement. Le contexte sociopolitique du Soudan continuera de changer en permanence, il est donc important que les femmes soudanaises poursuivent l'élaboration de stratégies répondant efficacement aux opportunités, dynamiques et menaces de l'environnement turbulent du pays. Cela veut dire que l'approche de SuWEP devra être fondée sur une planification flexible et optimiser la participation des organisations de femmes, en tenant compte de leurs besoins et priorités changeants.

SuWEP mène actuellement des activités organisées et mises en œuvre par les organisations partenaires elles-mêmes. Elle devra continuer d'appuyer ses partenaires dans l'évaluation de leurs capacités d'organisation interne et l'identification de leurs points faibles, et les soutenir pour les surmonter. Enfin, SuWEP doit continuer de renforcer la coopération entre ses organisations partenaires, et faciliter et appuyer la gestion des relations de ses partenaires aux échelons national et international pour la construction de la paix.

Le mouvement SuWEP est né et s'est développé dans le contexte de la guerre civile prolongée qui a sévi au Soudan. Cette guerre a duré 20 ans et a provoqué des souffrances humaines inimaginables à plusieurs générations de Sud-soudanais, notamment les femmes. Il a été estimé que les femmes ayant perdu leurs maris durant la guerre représentent 60 % des ménages soudanais. Les femmes ne peuvent jouer un rôle décisif dans les processus de paix que si elles sont sensibilisées sur les avantages de la paix pour toutes les parties concernées et sur l'importance de promouvoir une culture de la paix au sein de la communauté. La sensibilisation des femmes sur la nécessité de l'égalité des sexes fait partie intégrale de ces processus. Bien que les femmes aient initialement été pratiquement absentes, leur participation aux processus de paix est perçue au Soudan de manière plus positive ces dernières années. En particulier, SuWEP a permis aux femmes soudanaises de démontrer leur capacité d'informer et de transformer le processus de paix de manières fondamentales.

## Le post-scriptum de l'éditrice

Après plus de 20 ans de conflit, un référendum a été organisé au Sud-Soudan en janvier 2011 afin de déterminer si la population du sud souhaitait continuer de faire partie du Soudan ou bien devenir une nation indépendante. Ce référendum faisait partie de l'accord de **Naivasha cité dans la présente étude de cas, signé en 2005 entre le gouvernement central de Khartoum et le Mouvement/Armée populaire de libération du Soudan (M/APLS)**. La Commission du référendum a publié les résultats du vote ayant eu lieu le 7 février 2011 : 99 % des Sud-soudanais ont voté en faveur de la sécession. Ainsi, l'indépendance de l'État deviendra une réalité en juillet 2011. Ce résultat a de profondes conséquences sur la paix dans la région. En effet, le Nord permettra-t-il au Sud, riche en ressources, de se séparer de manière pacifique ? Les défis que doit relever le mouvement SuWEP vont donc se multiplier et les résultats de ses efforts dans la construction d'une culture de la paix seront mis à l'épreuve de manières nouvelles, tandis qu'il poursuit sa lutte en vue d'assurer une transition pacifique vers la nouvelle configuration du Nord-Soudan et du Sud-Soudan.

BUREAU DE MEXICO :  
Tlaxcala 69, Col. Roma Sur  
C.P 06760, Delegación  
Cuauhtémoc  
México D.F. Mexico

BUREAU DU CAP :  
A6 Waverley Court  
7 Kotzee Road  
Mowbray, Cape Town  
South Africa  
7925

BUREAU DE TORONTO :  
215 Spadina Ave,  
Suite 150  
Toronto, Ontario  
M5T 2C7  
Canada

